



18 avril 2024

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député
Premier ministre du Canada
Bureau du Premier Ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) KIA OA2

Monsieur le Premier Ministre,

Le coût de la vie demeure une question urgente à laquelle font face les Canadiens et chaque gouvernement doit jouer un rôle pour en limiter les effets, tout en favorisant la prospérité économique du Canada. Nous sommes tous confrontés aux mêmes défis et le temps est venu, pour les gouvernements, de travailler ensemble.

Le gouvernement fédéral doit s'abstenir d'empiéter dans les compétences provinciales et territoriales, notamment en ce qui a trait aux domaines de la santé, de l'éducation et du logement. Chaque gouvernement devrait avoir le droit de recevoir une compensation financière continue représentant sa juste part. Cela comprend les provinces et les territoires qui se réservent le droit de demander un financement fédéral inconditionnel.

Ce budget offre la possibilité au gouvernement fédéral de promouvoir l'abordabilité, d'accroître la productivité et d'investir dans ce qui est essentiel à la croissance économique du Canada. Or, pour parvenir à répondre adéquatement aux besoins des Canadiens, nous devons revenir à une approche collaborative, par laquelle les gouvernements travaillent ensemble afin que les priorités et les besoins particuliers de nos citoyens soient respectés et que nous puissions leur proposer les solutions les plus efficaces possible. Dans cette optique, le gouvernement fédéral doit soutenir les provinces et les territoires (P-T) en tenant compte de leurs besoins et de leurs responsabilités respectifs dans des domaines tels que les infrastructures, le logement, l'atténuation des catastrophes et les interventions d'urgence, ainsi que la formation professionnelle, afin de favoriser la prospérité à travers le pays, tout en respectant les compétences des gouvernements provinciaux et territoriaux.

Le budget de 2024 a été déposé après ceux de chacun des P-T et contient bon nombre d'initiatives qui auront des répercussions directes sur leurs propres plans et budgets. Les tentatives du gouvernement fédéral de nous rejoindre en amont de manière à s'assurer que les priorités des P-T étaient considérées ont été, au mieux, limitées et inégales. Les investissements du gouvernement fédéral devraient être complémentaires à ceux que font déjà les P-T, dans les secteurs relevant de leurs compétences, afin d'offrir un maximum d'avantages aux Canadiens. Les premiers ministres des provinces et des territoires sont préoccupés par le fait que les coûts de nouveaux programmes fédéraux, créés sans engagement de financement à long terme, ne soient finalement assumés en totalité par les provinces et les territoires, augmentant ainsi la pression financière sur leurs contribuables.

Le budget propose une série d'initiatives relativement à la crise du logement. Les premiers ministres reconnaissent l'attention récemment portée par le gouvernement fédéral à ce problème crucial pour les Canadiens. Cependant, le gouvernement fédéral doit tenir compte des impacts découlant de la

croissance de la population sur la demande en logements, notamment en agissant sur le nombre considérable de demandeurs d'asile dans certaines provinces et certains territoires.

La collaboration et des programmes flexibles seront essentiels pour permettre aux P-T de planifier et de répondre à leurs besoins et aux priorités qui leur sont propres. Les P-T doivent avoir un rôle clé dans l'élaboration et la réalisation des programmes fédéraux en matière de logement: la crise actuelle ne pourra pas être résolue isolément par le gouvernement fédéral et les municipalités, sans l'implication et le soutien notables des P-T.

Pendant de nombreuses années, le Conseil de la fédération a fait valoir la nécessité de renforcer la sécurité dans l'Arctique. Les premiers ministres sont heureux que le gouvernement fédéral ait annoncé une augmentation des dépenses pour la défense, particulièrement des investissements pour les infrastructures polyvalentes dans le Nord, qui peuvent à la fois renforcer les communautés et répondre aux besoins militaires. Compte tenu du contexte géopolitique actuel et de son évolution, les premiers ministres estiment qu'il faut investir davantage dans la défense et la sécurité afin que les Forces armées canadiennes disposent du personnel et de l'équipement nécessaires pour défendre les intérêts des Canadiens au pays comme à l'étranger.

Depuis plus d'un an, nous demandons au gouvernement fédéral de préciser ses intentions concernant les programmes d'infrastructure. Les premiers ministres ont clairement fait savoir que les P-T ont besoin d'un financement flexible et prévisible. Le budget de 2024 n'inclut aucun financement pour appuyer le développement et l'entretien des infrastructures du Canada, ce qui est central à la croissance économique et à la prospérité. Les premiers ministres s'attendaient à ce que le gouvernement fédéral se pose en véritable partenaire, dans le respect de leurs priorités et besoins, mais ce n'est pas arrivé.

Alors que l'économie canadienne doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre, les premiers ministres s'attendent à des investissements continus du gouvernement fédéral par le biais du financement des Ententes de transfert relatives au marché au travail, et ce, au niveau où ils se situaient en 2023. Le financement offert dans le cadre de ces ententes est essentiel pour soutenir les possibilités de formation et de perfectionnement pour les Canadiens souhaitant accroître leurs compétences ou rejoindre la population active. Cette réduction du financement aura un impact négatif sur les résultats obtenus pour les Canadiens.

Avec le début d'une autre saison de feux de forêt, de sécheresse et d'inondation, les premiers ministres s'attendaient à ce que les Accords d'aide financière en cas de catastrophe, tels que mis à jour, offrent aux provinces et aux territoires un soutien rapide, flexible et adéquat pour intervenir lors de situations d'urgence. Le gouvernement fédéral doit cesser faire peser des risques et de transférer des coûts supplémentaires aux provinces et aux territoires.

Le budget de 2024 pourrait avoir des répercussions positives pour les Canadiens s'il est mis en œuvre correctement et avec la collaboration des partenaires provinciaux et territoriaux. Bien que l'enjeu de la saine gouvernance ne fasse pas nécessairement la manchette, nous savons que celle-ci demeure essentielle pour que les promesses puissent se transformer en résultats. C'est pour cette raison que les premiers ministres continuent d'agir dans leurs compétences respectives afin d'influer sur le coût de la vie et d'améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Tim Houston
Président du Conseil de la fédération
Premier ministre de la Nouvelle-Écosse

c. c. : tous les premiers ministres des provinces et des territoires